

FRENETTE, Yves, avec la collaboration de Martin PÂQUET,  
*Brève histoire des Canadiens français* (Montréal, Boréal, 1998),  
211 p.

Gratien Allaire

Volume 52, numéro 4, printemps 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005311ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005311ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Allaire, G. (1999). FRENETTE, Yves, avec la collaboration de Martin PÂQUET, *Brève histoire des Canadiens français* (Montréal, Boréal, 1998), 211 p. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52(4), 570–572.  
<https://doi.org/10.7202/005311ar>

## COMPTE RENDU

FRENETTE, Yves, avec la collaboration de Martin PÂQUET, *Brève histoire des Canadiens français* (Montréal, Boréal, 1998), 211 p.

Le titre définit bien l'ouvrage d'Yves Frenette et de son collaborateur Martin Pâquet. C'est une «brève histoire», en ce sens qu'elle ne fait que 211 pages, sur un sujet qui en exige généralement au moins le double, qui couvre près de quatre siècles et qui n'a pas été traité sous cette étiquette depuis Lionel Groulx, et son *Histoire du Canada français depuis la découverte* (1950-1951), et Mason Wade, et ses *Canadiens français de 1760 à nos jours* (1955 pour la version originale et 1966 pour la traduction française). Si elle est brève, cette histoire n'en est pas pour autant superficielle. Au contraire, elle aborde les Canadiens français selon une perspective originale, en conformité avec les orientations de l'historiographie québécoise des dernières décennies. La société et le «monde ordinaire» sont au volant, la politique et les «grands de ce monde» sur la banquette arrière. L'histoire des femmes, des migrations, du travail, l'histoire culturelle y trouvent une place de choix. En fait, la *Brève histoire* de Frenette répond aux caractéristiques de l'histoire inclusive prônée par un courant historien qui s'est exprimé fortement au congrès sur «l'Avenir de notre passé» organisé par l'Institut d'études canadiennes de l'Université McGill à la fin de janvier 1999, courant qui s'oppose à l'histoire «nationale» avancée par J.L. Granatstein (*Who Killed Canadian History ?*, Toronto, 1998) et de nombreux autres historiens. Il faut souligner que le type d'histoire pratiqué par Frenette, s'il a le mérite de faire ressortir les grandes tendances du changement social et économique, a le désavantage de faire disparaître les repères chronologiques.

Son titre définit bien l'ouvrage d'une autre façon. Il indique non pas une histoire du Canada français, mais bien une histoire des Canadiens français, c'est-à-dire des «descendants des colons français qui s'étaient établis dans la vallée du Saint-Laurent aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles» (p. 9). Les Canadiens français de Frenette sont du Québec, des autres provinces canadiennes et des États-Unis, donc de toute l'Amérique du Nord. Mais ils ne comprennent pas les Acadiens, tout comme ils excluent tous ces francophones (Français, Belges, Suisses, Sénégalais, Haïtiens, Vietnamiens, Cambodgiens...) qui sont venus s'ajouter au Canada français et à la francophonie canadienne depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

La définition que Frenette donne de son sujet surprend aussi par son incidence chronologique. «Pour être fidèle à la réalité historique, écrit-il, cette histoire des Canadiens français devrait débiter vers 1840 et se terminer vers 1960» (p. 10). Ceux qui viennent avant, ce sont les ancêtres, dont l'auteur traite en deux

[1]

chapitres, divisés par 1760. Cette division cause une importante difficulté d'interprétation. Ou bien il s'agit des ancêtres et le chapitre sur «la Naissance d'un peuple» aurait dû s'étendre jusqu'en 1840 ; ou bien la Conquête est plus qu'un simple changement de métropole et elle signifie que les «Canadiens» de 1760 à 1840 étaient déjà, sous un autre nom, des Canadiens français et ce, malgré l'absence de sentiment national.

Tout en reconnaissant la continuité culturelle d'un siècle à l'autre, Frenette rejette la notion du Canada français au-delà des années 1960. Il rejoint ainsi des auteurs comme le sociologue Roger Bernard, qui parle de mythe ou d'utopie au sujet du Canada français, ou comme l'historien Gaétan Gervais, pour qui les États généraux marquent la fin du Canada français. Ce point de vue ne fait pas l'unanimité. D'abord, d'autres facteurs ont contribué à l'évolution du Canada français au Québec, en Acadie et dans la francophonie canadienne. Les changements au sein de l'Église catholique, la réaction des gouvernements provinciaux aux interventions du gouvernement du Québec, la politique fédérale et les politiques du gouvernement fédéral ont, tout comme l'évolution même des communautés de langue française du Canada, contribué à modifier les relations entre le Québec et le reste du Canada français. Ensuite, il ne fait pas de doute que la modification des désignations est indicatrice d'un changement. Cependant, dans ce cas-ci, elle peut être non pas tant une modification fondamentale que le déplacement du point de mire, qui passe des caractéristiques communes, que le terme «Canada français» met en évidence, aux traits distinctifs, que les termes «Franco-...», «francophonie canadienne», «Québec» et «Acadie» accentuent. Dans l'évolution du Canada, les forces centralisatrices et les courants régionaux ont constamment été en conflit; le Canada français et la francophonie canadienne ne font pas exception, puisqu'ils dépassent les cadres du Québec et de l'Acadie. Se pourrait-il que, pour prendre un exemple, les Franco-Albertains réagissent au centre, le Québec, tout comme les Albertains manifestent leur *western alienation* vis-à-vis du centre, «l'Est» (l'axe Ontario-Québec, le triangle Montréal-Ottawa-Toronto)?

Bien qu'il soit inhabituel, le découpage chronologique de l'ouvrage correspond à l'interprétation avancée par Frenette. L'historien consacre 2 chapitres (121 pages) aux Canadiens français; la Première Guerre mondiale, ou plutôt le passage à l'urbanité, sert de point de démarcation: c'est au cours des années 1910 que le Québec devient majoritairement urbain. Presque les deux tiers de ces pages portent sur les années 1840-1918, pour lesquelles l'historien fait ressortir l'importance de la famille, de la paroisse, de l'Église catholique et des élites comme éléments structurants du Canada français, où qu'il s'installe. Cette interprétation, qui n'est pas vraiment modifiée dans le chapitre suivant où sont traités l'industrialisation, le syndicalisme et l'action sociale, fera réagir plusieurs historiens qui ont rejeté la thèse d'une société traditionnelle exposée par l'École de Chicago.

Bref, l'histoire des Canadiens français d'Yves Frenette et de son collaborateur Martin Pâquet, toute brève qu'elle soit, mérite une lecture attentive. Cette histoire inclusive apporte une perspective nouvelle sur son sujet en incluant les Canadiens français de la diaspora. Il ne fait pas de doute, toutefois, que l'interprétation proposée soulèvera la controverse.

*Département d'histoire  
Université de Sudbury*

GRATIEN ALLAIRE